

Gramsci et la stratégie de la gauche contemporaine : le « bloc historique » comme concept stratégique

revueperiode.net/gramsci-et-la-strategie-de-la-gauche-contemporaine-le-bloc-historique-comme-concept-strategique/

Panagiotis Sotiris

Le « bloc historique » est l'un des concepts les mieux connus de l'œuvre d'Antonio Gramsci – sans que ses enjeux théoriques et stratégiques suscitent l'attention nécessaire. Dans la plupart des cas, le terme de « bloc historique » a servi à désigner des alliances de classe. C'est particulièrement évident dans différents textes issus de la tradition du Parti communiste italien¹. Le fait qu'on assimile si facilement le concept de « bloc historique » aux alliances sociales s'explique peut-être aussi par une lecture superficielle de certains textes écrits par Gramsci avant son incarcération, comme le célèbre texte sur la « Question méridionale » : dans ce texte, Gramsci élabore une stratégie pour briser le bloc agraire méridional et le bloc intellectuel qui lui est lié, afin de rendre possible l'alliance entre le prolétariat et les masses méridionales². Mais un simple regard aux occurrences du « bloc historique » dans les *Cahiers de Prison* montre que ce concept a une signification plus large qu'une simple référence aux alliances sociales.

La première mention du bloc historique se trouve dans le Cahier 4, dans un passage qui porte sur l'importance des superstructures – celles-ci sont envisagées par Gramsci comme le terrain où les individus prennent conscience de leurs conditions matérielles d'existence –, et sur la relation nécessaire entre la base et la superstructure. C'est ici que Gramsci mentionne « le concept de “bloc historique” de Sorel³ ». Il est intéressant de remarquer qu'il n'y a aucune occurrence du concept de « bloc historique » dans l'œuvre de Sorel. Valentino Gerratana a suggéré que Gramsci, qui n'avait pas la possibilité de relire les *Réflexions sur la violence* lorsqu'il était en prison, avait à l'esprit les célèbres analyses de Sorel sur les mythes, et en particulier l'insistance de ce dernier sur le fait que ces images *doivent être prises comme un tout* (« prenderli in blocco » en italien), *en tant que forces historiques*⁴.

Dans le Cahier 7, le concept de bloc historique apparaît à nouveau dans la critique gramscienne de la philosophie de Croce. Pour Gramsci le concept de bloc historique est l'équivalent de « l'esprit » dans la conception idéaliste de Croce, et désigne également une activité dialectique et un processus de différenciation (les « distincts ») sans remise en cause de l'unité du réel⁵. Dans la seconde version de ce passage que l'on trouve dans le Cahier 10, le concept de bloc historique (à nouveau attribué à Sorel) est mis en relation avec l'unité du processus de la réalité, conçue comme « une réaction active de l'homme sur la structure »⁶. Dans un autre passage du Cahier 7, Gramsci relie le bloc historique à la force de l'idéologie, et aux relations entre les idéologies et les forces matérielles, et insiste sur le fait que c'est en réalité un rapport d'unité dialectique organique, les distinctions n'étant établies que pour des raisons « didactiques ».

Une autre affirmation de Marx est qu'une conviction populaire a souvent la même énergie qu'une force matérielle, ou quelque chose de semblable, et qu'elle est très significative. Je pense que l'analyse de ces affirmations conduit à renforcer le concept de « bloc historique », où justement les forces matérielles sont le contenu, et les idéologies la forme, distinction de forme et de contenu purement didactique, puisque les forces matérielles sans forme seraient inconcevables historiquement et que les idéologies sans les forces matérielles seraient des fantaisies individuelles⁷.

On retrouve le concept de bloc historique dans le Cahier 8, où Gramsci insiste sur l'identité entre histoire et politique ; l'identité entre « nature et esprit », dans une tentative d'élaborer une dialectique des moments distincts (une unité des contraires et des distincts)⁸. Dans la seconde version de ce passage, dans le Cahier 13, Gramsci parle d'identité entre « structures et superstructures »⁹. Cette conception du bloc historique comme renvoyant à l'unité (dialectique) du tout social et en particulier au rapport entre les tendances matérielles et les représentations idéologiques, et le poids d'un tel rapport entre conditions matérielles et idéologies comme condition de la praxis révolutionnaire, émerge aussi dans l'extrait suivant du Cahier 8. Dans ce passage, une chose est particulièrement remarquable : c'est la manière dont la dialectique serrée entre rapports sociaux de production et l'« ensemble complexe, contradictoire des superstructures » doit servir de base à une orientation politique et stratégique révolutionnaire – une stratégie conçue en termes d'idéologie mais qui garde une relation dialectique avec les rapports sociaux de production.

La structure et les superstructures forment un « bloc historique », c'est-à-dire que l'ensemble complexe, contradictoire et discordant des superstructures est le reflet de *l'ensemble* des rapports sociaux de production. On en déduit : que seul un système d'idéologies totalitaire reflète de manière rationnelle la contradiction de la structure et représente l'existence des conditions objectives pour le renversement de la praxis. Si un groupe social, homogène à 100% en ce qui concerne l'idéologie, se forme, cela signifie que, à 100%, les conditions pour ce renversement existent : le « rationnel » est réel en acte et actuellement. Le raisonnement s'appuie sur la réciprocité nécessaire entre structure et superstructure (réciprocité qui constitue justement le processus dialectique réel)¹⁰.

Pour Gramsci, le concept d'histoire éthico-politique avancé par la philosophie de Croce ne peut précisément trouver sa justification *que* dans ce concept de bloc historique : une relation étroite entre les rapports sociaux et économiques d'une part, et les formes idéologico-politiques d'autre part.

L'histoire éthico-politique, en tant qu'elle fait abstraction du concept de bloc historique dans lequel le contenu économique-social et la forme éthico-politique s'identifient concrètement dans la reconstitution des différentes périodes historiques, n'est rien d'autre qu'une présentation polémique de philosophèmes plus ou moins intéressante, elle n'est pas de l'histoire¹¹.

Dans le même registre, dans la première note du Cahier 10 (qui est un sommaire), Gramsci considère le concept de bloc historique comme un aspect crucial de sa tentative d'élaborer une *philosophie de la praxis* à même de répondre aux questions que pose la conception éthico-politique de l'histoire de Croce. Dans ce passage, « l'hégémonie » et le « bloc historique » sont théoriquement associés avec insistance.

La pensée de Croce doit donc être appréciée dans sa valeur instrumentale. Ainsi on peut dire qu'il a vigoureusement attiré l'attention sur l'étude des phénomènes culturels et intellectuels comme éléments de domination politique, sur la fonction des grands intellectuels dans la vie des États, sur le moment de l'hégémonie et du consensus comme forme nécessaire du bloc historique concret. Si l'on veut faire une histoire intégrale et non des histoires partielles ou extrinsèques, l'histoire éthico-politique est donc l'un des canons d'interprétation historiques qu'il faut toujours avoir présent à l'esprit pour l'examen et l'approfondissement du déroulement historique¹².

Le concept de bloc historique est présent tout au long de la confrontation de Gramsci avec les concepts de Croce. Pour Gramsci, le bloc historique peut offrir une solution historique, et non spéculative, à la question du rapport entre les différents moments du tout social.

La question est celle-ci : étant donné le principe crocien de la dialectique des distincts (qu'il faut critiquer comme étant une solution purement verbale d'une exigence méthodologique réelle, tant il est vrai qu'il n'existe pas que les contraires, mais aussi les distincts), à part l'« implication de l'unité de l'esprit », quel rapport existera-t-il entre le moment économique-politique et les autres activités historiques ? Une solution spéculative à ces problèmes est-elle possible ? Ou seulement une solution historique donnée par le concept de bloc « historique » présumé par Sorel¹³ ?

Le concept de bloc historique apparaît aussi dans le fragment sur le rapport de forces dans le Cahier 9, mais aussi dans le fameux fragment sur la structure des partis en période de crise organique dans le Cahier 13. Dans ces textes, l'intention de Gramsci est surtout d'insister sur l'importance, pour libérer le potentiel économique et politique d'un nouveau bloc historique, des initiatives politiques, celles-ci pouvant impliquer de recourir à la force.

Une initiative politique appropriée est toujours nécessaire pour libérer la poussée économique des entraves de la politique traditionnelle, c'est-à-dire pour modifier la direction politique de certaines forces qu'il est nécessaire d'absorber afin de réaliser un nouveau bloc historique économique-politique, homogène et sans contradictions internes ; et puisqu'on ne peut fondre deux forces « semblables » dans un organisme nouveau qu'au moyen d'une série de compromis ou bien par la force des armes, en les unissant par des alliances ou bien en subordonnant l'une à l'autre par la force, il s'agit de savoir si l'on a cette force et s'il est « productif » de l'utiliser¹⁴).

On retrouve le caractère stratégique du concept de bloc historique – et des relations que le concept entretient avec le fait de réaliser une hégémonie – dans le célèbre fragment sur le *Passage du savoir au comprendre, au sentir, et vice versa au comprendre, au savoir*, du Cahier 4, reproduit dans le Cahier 11. L'accent est mis ici sur la relation particulière entre les intellectuels et le peuple-nation, mais aussi sur la relation entre les dirigeants et les dirigés, et sur le besoin d'intellectuels, non seulement pour interpréter la conjoncture de manière abstraite, mais aussi pour comprendre les « passions » des classes subalternes et les transformer dialectiquement en une « conception du monde supérieure ». Pour Gramsci, cela correspond précisément à la création d'un « bloc historique ». Et c'est là que l'on peut voir l'analogie entre le concept de bloc historique et une situation d'hégémonie. Le passage suivant en témoigne :

si le rapport entre les intellectuels et le peuple-nation, entre les dirigeants et les dirigés, les gouvernants et les gouvernés, est fourni par une adhésion organique, dans laquelle le sentiment-passion devient compréhension, et de là savoir (non pas mécaniquement, mais de façon vivante), alors et alors seulement il s'agit d'un rapport de représentation, et se produit l'échange des éléments individuels entre gouvernés et gouvernants, dirigés et dirigeants, c'est-à-dire se réalise la vie de l'ensemble qui seule est la force sociale, se crée le « bloc historique »¹⁵).

Jacques Texier a notamment insisté sur l'importance stratégique du concept de bloc historique dans l'élaboration théorique gramscienne. Pour lui, le concept de bloc historique est le concept qui nous permet de penser l'unité et l'interrelation entre l'économie, la politique et l'idéologie, dans le cadre de la théorie gramscienne de l'hégémonie et de l'État intégral.

Sans cette théorie du bloc historique, sans l'unité de l'économie et de la culture et celle de la culture et de la politique qui en résulte, la théorie gramscienne des superstructures ne serait pas marxiste. Son « historicisme » n'irait pas plus loin que celui de Croce¹⁶.

Texier considère donc le concept de bloc historique comme un nœud théorique dans la théorie de l'hégémonie de Gramsci.

Le point de départ doit être le concept de « bloc historique » précise Gramsci. Qu'est-ce à dire ? Pour penser l'unité des aspects ou moments distincts de l'activité superstructurale, celui de la force et du consentement, celui de la dictature et de l'hégémonie, celui du moment économique-politique et du moment éthico-politique, il faut partir de l'unité organique des superstructures et de l'infrastructure dans le bloc historique et reconnaître le caractère déterminant en dernière analyse des conditions économiques¹⁷.

Pour Texier, il est important de suivre minutieusement la redéfinition gramscienne de la « société civile », et la manière dont celle-ci englobe toute une série de pratiques politiques et idéologiques, de rapports, de croyances, conditionnés par des rapports sociaux de production déterminés.

Autrement dit qu'est-ce que la société civile pour Gramsci ? C'est l'ensemble des rapports sociaux pratiques et idéologiques (tout le tissu social infiniment varié, tout le contenu humain d'une société donnée), qui s'instaure et vit sur la base de rapports de production déterminés. Elle comprend aussi bien les comportements de l'*homo oeconomicus* que ceux de l'*homo ethico-politicus*. Elle est donc l'objet, la matière et le lieu des activités superstructurales qui s'exercent de manière différente selon les niveaux et les moments par le moyen des "appareils hégémoniques" d'une part et par celui des "appareils coercitifs" d'autre part¹⁸.

Pour Texier, c'est donc la construction d'un nouveau bloc historique, d'une nouvelle articulation de l'économique, du politique et de l'idéologique, qui est en jeu dans la lutte pour l'hégémonie :

la conquête de l'hégémonie est une lutte sociale qui vise à transformer le rapport de force dans une situation donnée. Il s'agit de démanteler un bloc historico-politique et d'en constituer un nouveau, de façon à pouvoir transformer les rapports de production¹⁹

Il est également important que Texier insiste²⁰ sur le fait que le concept de bloc historique implique une « unité organique » entre l'État et l'économie, et rompe en cela avec toute forme d'économisme. Texier a en particulier donné une lecture puissante du concept de société civile, qui renvoie à cette dialectique de l'économique et du politique dans le bloc historique. Pour lui, le concept de *société civile* ne se réfère pas purement et simplement au champ de l'hégémonie politique et culturelle, mais aussi aux activités économiques. Bien que Texier distingue la structure économique et la société civile, il relève des passages de Gramsci qui prouvent que certains aspects essentiels de l'activité et du comportement économiques font partie du concept gramscien de société civile, en particulier autour de deux notions fondamentales : celles d'« homo œconomicus » et de « marché déterminé ». On peut dire en ce sens que l'émergence d'un nouveau bloc historique ne signifie pas uniquement l'émergence d'une nouvelle structure économique : elle est aussi liée à l'apparition d'un nouvel « homo œconomicus » et d'une nouvelle configuration de la société civile²¹.

Christine Buci-Glucksmann a également donné une interprétation importante de la centralité théorique du concept de bloc historique pour le matérialisme historique. Pour elle, il faut partir de l'affirmation de Gramsci selon laquelle la structure et la superstructure forment un bloc historique. La première erreur serait « l'identification pure et simple entre bloc historique et alliances de classes (...) ou même la fusion (...) englobant ouvriers et intellectuels²². » Pour Buci-Glucksmann, le bloc historique dépasse les alliances de classe puisqu'il implique à la fois une forme spécifique de direction hégémonique et le développement des superstructures, « un *État intégral* qui s'enracine dans un rapport organique entre direction et masses²³. » En outre, le concept de bloc historique n'est pas pour elle simplement une réponse matérialiste et anti-économiste aux rapports entre les différentes instances du tout social ; c'est surtout une tentative pour repenser une stratégie révolutionnaire pour la période de transition.

Par rapport au bloc ouvrier-paysan de Boukharine en 1925-1926, le *bloc historique* gramscien présente ici une nouveauté majeure. Bloc *politique et culturel* tout autant qu'économique, il exige un rapport organique entre peuple et intellectuels, gouvernants et gouvernés, dirigeants et dirigés. La révolution culturelle comme adéquation permanente de la culture et de la pratique n'est ni un luxe ni une simple garantie : elle est une dimension même de l'auto-gouvernement *des masses et de la démocratie*²⁴.

Pour Buci-Glucksmann, la conception gramscienne de la stratégie révolutionnaire comme construction d'un nouveau bloc historique²⁵ conduit à une « reformulation de toute la problématique du dépérissement de l'État comme passage à une société réglée, où la société politique est réabsorbée par la société civile²⁶. » Le terme de « bloc historique » ne désigne pas simplement l'alliance de classe qui réussit à s'emparer du pouvoir politique, puisqu'il implique la construction de nouveaux appareils hégémoniques, de nouvelles formes sociale, politique, idéologique et économique. En opposition au simple « bloc au pouvoir », le bloc historique « présuppose la construction historique de longue durée d'un nouveau système hégémonique, sans quoi les classes demeurent une simple agrégation mécanique, gérable par l'État ou une bureaucratie²⁷. »

Ce que nous venons de voir met en évidence le fait que le bloc historique est un concept stratégique, et non descriptif ou analytique. Il ne définit pas une alliance entre classes déjà réalisée, mais un état social et politique à construire. Le bloc historique ne renvoie pas à la formation d'une alliance électorale ou à différents mouvements et strates sociales combattant les uns à côté des autres. Il renvoie à l'émergence d'une configuration différente dans la société civile, c'est-à-dire à l'émergence, à grande échelle, de formes différentes de politique et d'organisation, de discours et de récits alternatifs, qui matérialisent la possibilité que la société soit organisée et administrée d'une manière différente. Il renvoie aussi à un rapport spécifique entre la politique et l'économie, c'est-à-dire non pas simplement à l'articulation d'exigences et d'aspirations, mais à un paradigme social et économique alternatif. Un nouveau bloc historique définit donc cette situation historique où non seulement une nouvelle alliance sociale exige le pouvoir, mais se trouve également en position d'imposer sa forme économique propre et sa stratégie sociale, en position de diriger la société. Ce concept inclut dans le même temps un rapport particulier entre les larges masses des classes subalternes et les nouvelles pratiques intellectuelles, ainsi que l'émergence de nouvelles formes d'intellectualité de masse, à la fois critiques et investies dans la lutte politique. C'est précisément ce qu'entend Gramsci lorsqu'il parle du passage du savoir au comprendre et à la passion. En ce qui concerne les organisations politiques, le concept de bloc historique appelle un type de direction qui suppose un véritable enracinement, la participation et la mobilisation des masses : une direction qui soit une « relation organique » entre dirigeants et dirigés, ce qui, dans le cadre de la lutte pour l'hégémonie prolétarienne, implique la politisation des masses et l'élaboration collective. Cela suppose aussi que soient réalisées de nouvelles formes politiques et économiques, et l'élaboration complète de ce qui peut être défini comme une stratégie de « double pouvoir », dans le sens le plus riche du terme.

Il est donc évident que le concept de bloc historique, lorsqu'il est utilisé dans le contexte de la politique des classes subalternes, renvoie à une stratégie de (contre-)hégémonie. Une hégémonie potentielle des forces du travail (c'est-à-dire leur capacité de devenir réellement les forces dirigeantes d'un front élargi) qui rendrait possible un processus de transformation sociale, suppose précisément de créer les conditions d'un nouveau bloc historique. Et cela implique une nouvelle articulation entre les forces sociales, les formes économiques alternatives qui ont rompu avec les rapports sociaux de production capitalistes, les formes politiques nouvelles d'organisation et la prise de décision démocratique et participative. Lutter pour conquérir l'hégémonie signifie lutter pour former un nouveau bloc historique.

C'est la raison pour laquelle le concept de bloc historique est aujourd'hui plus pertinent que jamais pour les discussions au sein de la gauche. Les raisons en sont d'abord politiques et sont liées aux dynamiques de la conjoncture. Le retrait durable de la gauche, qui est le résultat combiné du triomphe du néolibéralisme et de l'effondrement du « socialisme réellement existant » a, sur le long terme, fait apparaître les questions de stratégie comme des enjeux secondaires. Ce qui semblait nécessaire, c'était l'unité autour des luttes immédiates et des mouvements de résistance. Les discussions stratégiques étaient soit laissées aux élaborations théoriques soit renvoyées à des jours meilleurs. Même après le renouveau des mouvements contestataires de masse suite à Seattle en 1999, le renouveau des questions stratégiques dont parlait Daniel Bensaïd en 2006²⁸ n'a pas encore produit d'orientations stratégiques précises.

Néanmoins, le cours récent des événements nous alerte quant à l'urgence d'une élaboration sur ces questions. Parmi ces développements, il y a bien entendu la crise économique mondiale de la fin des années 2000, la crise du néolibéralisme et le renouveau de luttes politiques de masse à partir de 2011 et jusqu'à aujourd'hui, et les preuves d'une crise ouverte d'hégémonie au niveau de différents « maillons faibles » de la chaîne impérialiste – crise qui peut être décrite en termes gramsciens.

Et ce contenu est la crise d'hégémonie de la classe dirigeante, qui se produit soit parce que la classe dirigeante a essuyé un échec dans l'une de ses grandes entreprises politiques, pour laquelle elle avait demandé ou imposé par la force le consentement des grandes masses (comme dans le cas de la guerre), soit parce que de grandes masses (surtout de paysans et de petits bourgeois intellectuels) sont passées tout d'un coup de la passivité politique à une certaine activité et présentent des revendications qui, dans leur ensemble chaotique, constituent une révolution. On parle de « crise d'autorité », et c'est précisément cela que la crise d'hégémonie ou crise de l'État dans son ensemble²⁹.

Dans ce même contexte, dans des pays comme la Grèce, la gauche de gauche est aussi en position de renverser radicalement le rapport de force politique et d'accéder au pouvoir gouvernemental.

Je voudrais insister sur le fait que le débat est plus urgent qu'auparavant. Des développements récents, comme les révoltes du parc Gezi en Turquie, ont montré que ce qu'on peut appeler le nouvel âge des insurrections est loin d'être fini. Cependant, les événements dits du « printemps arabe » ont aussi montré que lorsque des insurrections populaires de masse n'arrivent pas à être « traduites » politiquement en des projets politiques démocratiques et émancipateurs dotés d'une certaine autonomie, l'issue peut être tragique. En même temps, en ce qui concerne la crise du néolibéralisme et de l'actuel tournant autoritaire et disciplinaire de la gouvernance néolibérale, la seule contribution que peuvent faire les élites dominantes est de prolonger la crise. La situation est comparable à celle que décrit Gramsci.

Ce qui aggrave la situation, c'est qu'il s'agit d'une crise dont on empêche les éléments de résolution de se développer avec la rapidité nécessaire; ceux qui dominant ne peuvent résoudre la crise, mais ils ont le pouvoir d'empêcher que d'autres ne la résolvent, c'est-à-dire qu'ils ont seulement le pouvoir de prolonger la crise elle-même³⁰.

Cela implique de penser le nécessaire renouvellement de la stratégie révolutionnaire. Le fait qu'il n'y ait sans doute pas d' « idéal type » pour la révolution ne veut pas dire qu'on n'ait pas besoin de changement révolutionnaire. Un nouveau bloc historique renvoie précisément à un processus révolutionnaire de cet ordre.

À la lumière de ce qui a été dit ci-dessus, l'idée d'une stratégie pour constituer un nouveau « bloc historique » suggère que l'on doit élaborer un modèle de production alternatif, dans une direction qui ne soit ni marchande ni guidée par le profit : une voie de développement alternative et non capitaliste (en tant que dimension de la dialectique de l'économie et de la politique au sein du bloc historique). Ce mode de développement ne doit être considéré ni du point de vue d'une croissance quantitative, ni au sens d'un développement capitaliste alternatif, mais au sens d'une nouvelle manière d'utiliser les capacités productives sociales et les ressources collectives. Cette démarche serait faite de nouvelles formes de planification sociale démocratique, d'un intérêt renouvelé à la question de l'autogestion, de réappropriations des capacités productives inutilisées, de créations de nouveaux réseaux de distribution non marchands, d'un retour vers une propriété publique des biens et services qui sont actuellement menacés par les « nouvelles enclosures ». On pourrait aussi entendre par là le fait d'accorder une nouvelle importance à l'auto-suffisance et à réduire la dépendance aux flux internationaux de marchandises et de ressources, tout comme avec les représentations consuméristes du bien-être.

Une telle conception du « programme économique » de la transformation sociale, comme stratégie d'élaboration d'un bloc historique, ne doit pas simplement être considérée comme une spéculation sur des formes économiques alternatives. C'est en réalité un processus d'expérimentation collective faisant fond sur l'émergence de nouvelles formes économiques au sein de mouvements, de luttes collectives et de résistances à la marchandisation des biens sociaux. Les expériences collectives sont nombreuses : de la défense des services publics et des nouvelles formes d'économie solidaire jusqu'aux

nouvelles formes d'auto-organisation et de contrôle ouvrier (l'occupation d'usines en Argentine, de la télévision publique en Grèce). Il ne s'agit pas simplement de « résistances » mais aussi de lieux d'expérimentation collective, qui nous permettent de saisir comment les choses pourraient être organisées autrement et de manière non capitaliste. Cela implique en quelque sorte de se saisir des « traces de communisme » dans les mouvements actuels et dans les résistances sociales contre la violence du capital et des marchés. La gauche ne doit pas considérer ces expériences comme de simples « mouvements » ni penser la politique économique seulement en termes macro-économiques de lutte contre l'austérité – quelle qu'en soit par ailleurs l'importance.

Par ailleurs, penser en termes de nouveau « bloc historique » implique que la gauche réfléchisse à un récit alternatif pour toute la société – un récit dans lequel les travailleurs seraient désormais *dirigeants* et non dirigés. Il s'agit également de penser comment les luttes de travailleurs offrent dès maintenant des « fondations » pour une (contre-)hégémonie de ce type – et ce malgré leur fragmentation en situations et perspectives d'emploi diverses, et malgré une unité minée par la précarité. Aujourd'hui la force de travail collective n'est pas seulement plus fragmentée, mais également plus éduquée : elle a un meilleur accès au savoir et à la communication, et a de meilleures ressources pour porter ses propres revendications. Dans toutes les sociétés capitalistes avancées, les strates de la société que la sociologie traditionnelle appelle la « classe moyenne », et qui sont en fait des segments du travail intellectuel ou ce que Poulantzas appelle la nouvelle petite bourgeoisie salariée³¹, sont soumises à des attaques : des salaires qui stagnent, de plus en plus de barrières à l'« ascension sociale », le poids de la dette privée, la précarité au travail. Par conséquent, ces « couches moyennes » ont vu grandir l'écart avec différents segments de la classe capitaliste, et elles se sont rapprochées de la classe ouvrière en termes d'exigences et d'aspirations. Tous ces développements se reflètent dans le chômage de masse (et la précarité) chez les jeunes – une dimension à l'origine des récentes explosions sociales dans le monde et sans doute de celles qui sont encore à venir. On voit ainsi se rassembler dans des pratiques collectives de masse toutes les forces sociales qui dépendent, d'une manière ou d'une autre, de la vente de leur force de travail pour subsister. Cela fournit un fondement matériel non seulement pour les alliances sociales, comme en témoignent la présence de toutes ces strates dans les contestations contemporaines depuis les Indignados jusqu'à Syntagma et Occupy !, mais également pour des expériences, des aspirations et des revendications collectives. On voit émerger de nouvelles formes d'« espace public », qui n'autorisent pas seulement de simples coopérations tactiques au sein des mouvements de contestation, mais ont également le potentiel pour élaborer collectivement une nouvelle vision et perspective au-delà du « néolibéralisme réellement existant ».

Repenser aujourd'hui une politique socialiste (*socialist*) et révolutionnaire ne consiste pas seulement à « injecter » une conscience socialiste dans le mouvement – bien que la défense de la tradition socialiste et communiste soit nécessaire dans une période de retrait idéologique. Il s'agit aussi de partir des aspirations, exigences et représentations idéologiques collectives qui émergent de la matérialité même de la condition et des luttes des forces du travail aujourd'hui. Créer les conditions d'un nouveau bloc historique ne

consiste pas seulement à formuler un projet politique ; il s'agit aussi de travailler sur les tendances et dynamiques sociales et historiques actuelles afin de créer de nouvelles formes politiques qui permettront une nouvelle relation dialectique entre la « structure » et les « superstructures ».

Tous ces éléments donnent une nouvelle importance à la question du programme. À rebours de la tendance à négliger le programme au nom de la seule unité autour du refus de l'austérité, il est important d'insister sur le fait que la stratégie pour un nouveau bloc historique requiert de formuler un récit alternatif pour toute la société, et pas seulement des doléances et des revendications éparses. Un tel programme ne peut s'en tenir à la redistribution du revenu, à plus de dépenses publiques ou à des nationalisations. Il doit aussi inclure l'expérimentation de nouvelles formes productives et de rapports sociaux fondés sur l'autogestion, de nouvelles formes de contrôle ouvrier et de formes alternatives de coordination et de planification économique – un cadre collectif pour dépasser la logique capitaliste. Ces remarques sont en nette opposition avec le « tournant pragmatique » de certains partis de la gauche européenne qui font la distinction entre une politique anti-austérité visant à « défendre la société contre l'austérité » d'une part, et la transformation sociale d'autre part. Bien au contraire, concevoir un programme de transition – offrant à la fois une sortie de l'austérité et l'amorce d'une transformation qui rompe clairement non seulement avec le néolibéralisme, mais aussi avec certains aspects des rapports sociaux capitalistes – est une tâche à l'ordre du jour. C'est l'une des dimensions cruciales d'une stratégie révolutionnaire pour aujourd'hui.

À une époque qui voit augmenter les formes d'internationalisation du capitalisme, il s'agit aussi de prendre position sur les rapports de force à l'échelle internationale. En ce sens, les débats récents au sein de la gauche européenne, comme ceux concernant la relation à la zone euro ou à l'Union européenne, doivent être envisagés à travers leurs enjeux stratégiques. Pour des pays de la périphérie sud de l'Europe, sortir de la zone euro et de l'Union européenne n'est pas seulement une question de souveraineté monétaire (question qui est en soi une composante nécessaire pour acquérir le contrôle démocratique de la politique économique). L'enjeu est que les travailleurs puissent proposer une orientation alternative pour toute la société, en particulier dans des pays comme la Grèce où le « bloc historique » bourgeois a fondé à la fois sa stratégie et sa légitimité sur la « voie européenne » comme voie vers la modernisation capitaliste.

La politique d'un nouveau « bloc historique » nécessite d'avoir en ligne de mire le pouvoir politique, au sens à la fois d'un gouvernement de gauche mais aussi et surtout d'un changement dans les rapports de forces actuels. Si l'on est pleinement conscient du fait qu'un « gouvernement de gauche » prendra part au long et contradictoire processus de transition, de transformation et de lutte « par le haut » et « par le bas », alors ce gouvernement pourra effectivement prendre part à une stratégie révolutionnaire moderne. Il s'agirait donc à la fois de faire usage du pouvoir gouvernemental (une radicalisation du cadre institutionnel et constitutionnel actuel) et de formes de « pouvoir populaire » par en bas, sans pour autant sous-estimer la confrontation permanente avec les forces du

capital. C'est une question qui est restée ouverte dans le mouvement communiste, du « gouvernement ouvrier » décrit dans le 4^e congrès de l'Internationale communiste³² à la proposition par Gramsci d'une « assemblée constituante »³³, ou à Poulantzas qui se confronte à la possibilité d'une « voie démocratique vers le socialisme »³⁴, et jusqu'aux contradictions contemporaines des expériences de gouvernance de gauche comme en Bolivie. Cependant, sans un solide mouvement ouvrier, sans mouvements sociaux radicaux, sans le plein développement de toutes les formes de pouvoir populaire et d'auto-organisation, aucun gouvernement de gauche ne sera en mesure de faire face à l'immense pression qu'elle subira de la part des forces du capital, de l'UE, et du FMI. C'est la raison pour laquelle il est nécessaire d'expérimenter de nouvelles formes de pouvoir social et politique par le bas et de créer de nouvelles formes de pratiques sociales et d'interaction fondées sur la solidarité et le travail commun, de nouvelles formes de démocratie directe.

En ce sens, la stratégie pour un nouveau bloc historique exige aussi une *nouvelle pratique de la politique*, de nouvelles formes d'organisation sociale et politique, au-delà de la traditionnelle forme-parti, au-delà des traditionnels syndicats et au-delà de la traditionnelle politique parlementaire bourgeoise. Cela correspond précisément au besoin de nouvelles formes d'organisation de la société civile, au sens large que Gramsci donne à cette notion. D'une certaine manière, Louis Althusser, dans son intervention lors des débats du 22^e congrès du PCF, indiquait déjà cette voie vers des formes politiques associées à un potentiel *bloc historique*.

Dans le meilleur des cas, on peut concevoir que l'union du peuple de France devienne tout autre chose qu'un moyen de « rééquilibrage » électoral, mais qu'elle vise, au-delà des organisations de gauche, les masses populaires elles-mêmes. Pourquoi s'adresser ainsi aux masses populaires ? Pour leur dire, même si c'est encore à demi-mot, qu'il leur sera nécessaire de s'organiser de manière autonome, sous des formes originales, dans les entreprises, les quartiers, les villages, autour des questions des conditions de travail et de vie, autour des questions de l'habitat, de l'école, de la santé, des transports, de l'environnement, etc., pour définir et défendre leurs revendications, d'abord pour préparer l'avènement de l'État révolutionnaire, ensuite pour le soutenir, le stimuler et le contraindre en même temps à « déperir ». De telles organisations de masse, que personne ne peut définir d'avance et à la place des masses, existent et se cherchent déjà en Italie, en Espagne et au Portugal, où elles jouent un rôle important, malgré toutes les difficultés. Si les masses se saisissent du mot d'ordre d'union du peuple de France, et l'interprètent dans ce sens de masse, elles renoueront avec une tradition vivante des luttes populaires de notre pays et pourront contribuer à donner un contenu nouveau aux formes politiques par lesquelles le pouvoir du peuple travailleur s'exercera sous le socialisme³⁵.

C'est précisément cette combinaison de pouvoir populaire par le bas et de nouvelles formes d'autogestion, de contrôle ouvrier et de formes alternatives de coordination économique, qui peut créer les conditions pour une forme moderne de « double

pouvoir », à savoir l'émergence réelle de formes sociales et politiques non capitalistes. Lénine et Gramsci ont tous deux pensé qu'il ne pouvait pas y avoir de processus de transformation sans une vaste expérimentation sociale et politique, aussi bien avant qu'après la révolution. Elle seule garantirait qu'on puisse déjà, au sein des luttes, faire l'expérience de l'émergence de nouvelles formes sociales et de nouvelles manières d'organiser la production et la vie sociale.

Le chemin ne sera pas facile. Cela exige qu'une société en lutte change de valeurs, de priorités, de récits. Cela exige aussi une nouvelle éthique de la participation et de la responsabilité collective, de la lutte et de l'engagement pour le changement, un *sens commun* transformé et éduqué. En ce sens, la promesse de politiques de gauche ne peut être un simple retour à 2009, non seulement parce que c'est matériellement impossible, mais aussi parce que nous voulons aller au-delà de la confiance envers les marchés et la consommation entretenue par l'endettement. Dans une telle « vision du monde » l'éducation publique, la santé publique, les transports publics, la protection de l'environnement, la détermination collective de priorités non marchandes, et la qualité de la vie sociale quotidienne, sont plus importants que des biens de consommation importés et que le crédit bon marché.

La stratégie pour un nouveau bloc historique implique également une tentative de réappropriation et de redéfinition de la notion même de peuple. Cela renvoie à un processus complexe, à la fois politique, idéologique et social, à travers lequel le *peuple* parvient à ré-émerger dans une situation de lutte, non pas en tant que sujet abstrait de la politique bourgeoise, ni en tant que « communauté imaginée » de la « nation », mais comme une alliance potentiellement anticapitaliste de toute les strates sociales qui d'une manière ou d'une autre dépendent pour leur subsistance de leur force de travail. Cela implique aussi de nouvelles formes d'unité du peuple, notamment contre les divisions qui résultent du racisme et des variantes de néofascisme³⁶.

Un tel processus peut (et doit) aussi être un processus de savoir – et cela tout d'abord au sens d'une utilisation du savoir accumulé par des individus lors de mouvements sociaux (qui est le plus à même de faire fonctionner un hôpital ou une école ? des technocrates parachutés sur place ou les gens qui travaillent réellement et luttent sur place ?) mais aussi en ce sens que la lutte, la solidarité et les pratiques collectives sont des cadres dans lesquels on acquiert du savoir, on apprend à faire les choses autrement et à réinventer collectivement de nouvelles formes d'intellectualité de masse ainsi qu'une nouvelle hégémonie culturelle. Par ailleurs, si les organisations politiques ne sont pas capables d'apprendre à partir des expériences actuelles, si elles ne sont pas elles-mêmes des processus collectifs d'apprentissage et de transformation de l'expérience de la lutte en stratégie politique, alors elles ne seront pas capables de contribuer au processus de transformation sociale.

Une telle stratégie (et une telle dialectique entre stratégie et tactique) a le potentiel de transformer les fronts et recompositions actuelles de la gauche, les évolutions dans le domaine des représentations, des luttes, des résistances et les propositions d'« utopies concrètes », en un « bloc historique » nouveau et très original – condition *sine qua non*

pour un processus ouvert de transformation sociale. Il s'agit d'une tentative pour repenser aujourd'hui une stratégie révolutionnaire qui ne soit pas une stratégie imaginaire mais une séquence ouverte de transformation et d'expérimentation. Parler aujourd'hui de socialisme ne peut se réduire à des « slogans accrocheurs » sur le pouvoir des travailleurs, le contrôle ouvrier, ou la démocratie ouvrière – bien qu'il soit nécessaire de revisiter de manière autocritique les expériences socialistes du XXe siècle. Parler aujourd'hui de socialisme implique de partir de la dynamique des luttes, des nouvelles formes de démocratie et de souveraineté populaire « par le bas » qui émergent au sein des luttes, des tentatives de réappropriation de l'espace public et de création de nouvelles sphères publiques, de ce qu'Althusser appelle les « formes virtuelles de communisme³⁷ » dans les mouvements et aspirations contemporaines.

Enfin, tout cela exige de repenser le sujet politique collectif. Tous les développements récents ont montré l'importance de la politique de « front ». À rebours d'une métaphysique du parti comme garant de la vérité et de la ligne juste, nous avons besoin d'une conception plus large du front politique de gauche : celui-ci ne doit pas seulement être une union mais aussi un processus dialectique, un terrain de lutte en tant que tel, un processus démocratique collectif, un laboratoire d'idées de projets et de sensibilités.

Il faut mettre en relief l'importance et la signification que revêtent dans le monde moderne les partis politiques quant à l'élaboration et à la diffusion des conceptions du monde, dans la mesure où ils élaborent pour l'essentiel l'éthique et la politique qui sont conformes à celles-ci, c'est-à-dire où ils fonctionnent pour ainsi dire comme des « expérimentateurs » historiques de ces conceptions. (...) Le rapport entre théorie et pratique devient d'autant plus étroit que la conception est vitalement et radicalement innovatrice et en lutte avec les vieilles façons de penser. C'est pourquoi on peut dire que les partis sont les élaborateurs des intellectualités nouvelles, intégrales et totalitaires, autrement dit le creuset de l'unification de la théorie et de la pratique entendue comme procès historique réel³⁸.

À rebours de la conception instrumentaliste traditionnelle de l'organisation politique fondée sur la distinction entre les moyens et les fins, une stratégie révolutionnaire doit être fondée sur l'identité des moyens et des fins – et cela signifie que la forme démocratique de ce front doit aussi être le reflet des rapports sociaux d'une future société émancipée.

Pour conclure, les récents développements ont montré qu'il y avait une possibilité de réaliser un changement politique et de rompre avec « le néolibéralisme réellement existant ». Pour la première fois depuis longtemps, les forces de gauche sont confrontées au défi du pouvoir et de l'hégémonie politique. Nous ne pouvons pas nous permettre d'éviter la discussion sur la stratégie révolutionnaire et la perspective socialiste pour le XXIe siècle. Des concepts tels que celui de « bloc historique » chez Gramsci nous offrent la possibilité de repenser la politique dans une perspective stratégique.

Traduit de l'anglais par Yohann Douet et Alexandre Feron.

BIBLIOGRAPHIE

L. Althusser, *22ème congrès*, Maspéro, Paris, 1977

Althusser, Louis, *Solitude de Machiavel*, Paris, Actuel Marx / PUF, 1998.

Bensaïd, Daniel 2006, “Sur le retour de la question politico-stratégique”

Berlinguer, Enrico 1977, *le Compromis historique*, (en grec), Athènes, Themelio.

Buci-Glucksmann, Christine, *Gramsci et l'État*, Paris, Fayard, 1975.

Buci-Glucksmann, Christine, “Bloc historique” in *Dictionnaire critique du marxisme*, Paris, PUF, 1982.

Komintern 1922, “Résolution sur la tactique de l'I.C.” (4e congrès)

Gramsci, Antonio, *Cahiers de Prison*. 5 volumes, Paris, Gallimard, 1978-1984.

Gramsci, Antonio, *Ecrits politiques*, 3 volumes, Paris, Gallimard, 1974-1980.

Lisa, Athos 1933, Discussion political con Gramsci en la carcel, (Consulté le 30 octobre 2013.)

Poulantzas, Nicos, *Les classes dans le capitalisme aujourd'hui*, Paris, Seuil, 1974.

Poulantzas, Nicos, *L'État, le pouvoir, le socialisme*, Paris, Les Prairies Ordinaires, 2013.

Sorel, Georges, *Réflexions sur la violence*, Paris, Entremonde, 2013.

Sotiris, Panagiotis, “The Dark of Greek Neo-fascism”, *Overland* 210, 2013.

Texier, Jacques, “Gramsci, théoricien des superstructures” in *La Pensée*, n°139, Juin 1968.

Texier, Jacques, “Sur le sens de “société civile” chez Gramsci” in *Actuel Marx* n°5, 1989.